État espagnol et question nationale

Category: International

écrit par jmfouquer | 4 août 2023

La question nationale bouscule le panorama post-électoral dans l'État espagnol

Une tribune rappelle la revendication d'autodétermination catalane

Les élections législatives du 23 juillet dans l'État espagnol ont constitué un frein à l'avancée, qui semblait inéluctable après les municipales de mai dernier, d'une majorité droite-extrême droite.

Par **Mariana Sanchez** et **Armand Creus** – le 4 août 2023

Un gouvernement PSOE¹[Parti socialiste ouvrier espagnol](#)-Sumar²[Sumar \(parti politique\)](#) est devenu possible grâce aux voix des indépendantistes catalans et basques, mais aucun accord n'est pour l'instant acté (notamment avec la formation de l'ancien président Carles Puigdemont, Junts³[Ensemble pour la Catalogne \(parti politique\)](#)).

Pedro Sánchez devra établir un véritable calendrier de négociations avec la Catalogne et accepter enfin de discuter de l'éventualité d'un référendum d'autodétermination. Il devra aussi discuter avec l'Euskadi. Le très modéré PNB⁴[Parti nationaliste basque](#) revendique, en effet, lui aussi une « réforme du modèle territorial ». C'est, sans doute, le résultat de la pression qu'exerce Bildu⁵[Euskal Herria Bildu](#), devenu majoritaire en sièges au Parlement espagnol.

La revendication d'un référendum est plus que majoritairement

approuvée en Catalogne. Elle dépasse la majorité indépendantiste qui s'était déclarée au Parlement catalan en 2019, mais qui semble usée et lassée à ces dernières élections générales. En effet, selon un récent sondage du très officiel institut CEO, 77 % des Catalan·es voient le référendum « comme un mécanisme de résolution démocratique du conflit ».

Redonner confiance au peuple catalan, c'est faire cesser la répression qui continue par des mesures d'amnistie immédiate pour les inculpé·es à la suite du référendum du 1^{er} octobre 2017 et des manifestations de 2019. C'est le retour des exilé·es. C'est aussi, à moyen terme, l'horizon d'une issue politique et pacifique à la question territoriale catalane par l'organisation d'un référendum d'autodétermination. C'est ce que rappelle cette tribune d'associations, partis, entités catalanes et personnalités qui revendique un « [Accord social pour l'amnistie et l'autodétermination](#) ».

Pour autant, à notre sens comme à celui des 33 signataires de ce texte, la question territoriale et la question sociale ne peuvent pas être dissociées. Les travailleurs et travailleuses des peuples de l'État espagnol ont un intérêt commun immédiat face à l'offensive autoritaire des néolibéraux qui veulent imposer des reculs sociaux et démocratiques avec des gouvernements de droite pouvant passer des accords avec l'extrême droite, comme dans les gouvernements autonomes.

La lutte pour les salaires, la retraite, le logement et les services publics, pour de vrais emplois (le secteur informel touche encore 25 % de l'économie, les hausses du salaire minimum ne concerneraient que 17, 5 % des salariés en 2021...) doit se poursuivre. Elle doit aller de pair avec celle pour l'autodétermination des peuples catalan et basque.

Pour compléter, vous pouvez lire sur notre site :

▪ **Législatives espagnoles, premier bilan**